



Communiqué de Presse N°22 - 24 juin 2013

Les pratiques des élus de Reims-Métropole et du Syndicat Mixte du Nord-Rémois :

- alimentent la crise de la démocratie représentative,
- méprisent la démocratie participative

Quand nous jouons notre rôle de citoyens vigilants, ils nous reprochent de ne rien proposer !

Quand nous faisons des propositions argumentées, ils nous reprochent d'empiéter sur leur chasse gardée !

Quand nous leur demandons de nous rendre des comptes sur leurs débats et décisions, ils nous reprochent de ne pas leur faire confiance et d'être populistes !

Bref, pour ces élus-là, un bon citoyen est un électeur qui vote en leur donnant un chèque en blanc, un bon citoyen est un contribuable qui paie sans demander des comptes, un bon citoyen est un habitant incapable de comprendre l'intelligence suprême et la bonne parole préfabriquée par leurs experts, un bon citoyen est un habitant qui laisse son « aujourd'hui » se dégrader parce qu'il doit croire dans les promesses des lendemains meilleurs !

Qu'on propose ou qu'on s'oppose, pour eux, on est de trop !

Au mépris des engagements pris en mars dernier, les dirigeants du SMNR et de RM n'ont jamais repris contact avec nous, jamais délibéré sur aucune de nos propositions. Ils nous ont par ailleurs refusé le dialogue direct avec les conseillers de Reims-Métropole et avec ceux du Conseil Général de la Marne. Nous avons donc adressé ce vendredi 21 juin 2013 aux 20 élus de ce Syndicat le mail suivant :

Madame, Monsieur,

Vous êtes un(e) des 20 élu(e)s de ce Syndicat Mixte du Nord-Rémois. Ce 24 juin, il va vous être présenté ce qui est nommé « CRSD » pour Contrat de Redynamisation du Site de Défense de l'ex BA.112. Nous avons obtenu de vous rencontrer lors de la séance du 11 mars dernier. Devant vous, les Président et Vice-Présidents avaient affirmé vouloir travailler en partenariat avec nous et étudier nos propositions. Depuis, rien !

Nous nous souvenons qu'en mars dernier (après 5 années de temps perdu), l'urgence qui justifiait l'accélération des délibérations était le Centre de Formation du Stade de Reims. Cette urgence a disparu. Est-elle remplacée par des urgences de nature électorale ?

Nous nous souvenons que, depuis la création du SMNR, ses dirigeants déclarent que sans l'adhésion au SMNR des deux communes de Courcy et Brimont, aucun projet ni aucune signature d'un CRSD ne sont possibles. Avez-vous eu connaissance d'un changement de nature législative ou réglementaire pour que l'impossible d'hier devienne possible aujourd'hui ?

*Nous avons étudié le projet de CRSD soumis à votre examen. **Nous vous demandons de différer toute décision sur ce mauvais document qui contient de très nombreuses incohérences et sources d'inquiétudes pour les citoyens, les contribuables... et les territoires.** En l'état, ce projet de document CRSD est indigne d'être soumis à votre vote. Il est malheureusement très bien fourni en inexactitudes, contradictions internes (les cartes ne correspondent pas aux fiches-actions ; carte page 17 et texte page 39, fiche 1-3), omissions étranges et dangereux abus de langages. La rubrique « emplois » est indigente et trop grossièrement ficelée (on parle de 10.216 emplois « favorisés » ... mais il n'y aurait réellement **que 54 emplois directs sur le site** ; tableau récapitulatif page 31) ... et nous ne parlons pas du brouillard financier (où sont les contributions financières du Conseil Général de la Marne qui possède 30% des voix délibératives au Syndicat ? ; tableau page 24).*

Il ne suffit pas de mettre le préfixe « éco » devant n'importe quel mot pour transformer une poubelle en excellence, il ne suffit pas de mélanger Nord-Rémois, Reims 2020, G10, Marne 2020 et d'oublier la Région pour installer des coopérations équilibrées entre les différentes collectivités du territoire, il ne suffit pas de remplacer les fameuses « patatoïdes » par des « pôles » pour en faire 4 projets crédibles, il ne suffit pas de parler de « mixité fonctionnelle » et en même temps de « tendre vers une concentration d'activités » pour bernier les élus que vous êtes et les citoyens que nous sommes. En l'état, ce document est aussi flou que potentiellement dangereux. Nous renouvelons notre offre de travailler avec les élus. La démocratie représentative et la démocratie participative ne peuvent qu'en être renforcées. Par les temps qui courent, ce serait une vraie bonne idée. Nous vous assurons une nouvelle fois de notre volonté citoyenne de participation et de vigilance.